

"Une phase nouvelle de la coopération politique?" dans Europe (9 septembre 1981)

Légende: Dans son éditorial du 9 septembre 1981, Emanuele Gazzo, directeur général de l'Agence Europe, précise les enjeux d'une coopération politique européenne ambitieuse.

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef RICCARDI, Ferdinando. 09.09.1981, n° 3202. Bruxelles.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL: http://www.cvce.eu/obj/une_phase_nouvelle_de_la_cooperation_politique_-_dans_europe_9_septembre_1981-fr-61ebcc7b-fd4d-4e98-aca3-1c771010bfbe.html

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

Une phase nouvelle de la coopération politique ?

Le dessein conçu depuis longtemps par Lord Carrington, de renforcer les mécanismes de la coopération politique européenne, d'imbriquer plus profondément cette coopération dans le contexte institutionnel de la Communauté (présence de la Commission Européenne et du Parlement élu), et d'en élargir le domaine d'action aux problèmes de sécurité - ce qui ne veut pas dire nécessairement de défense -, est entré dans une phase de réalisation concrète après les entretiens de Brocket Hall (cfr. J.P. de hier).

Très probablement le mois prochain, lors de la réunion prévue de coopération politique au niveau ministériel, une décision formelle sera adoptée. Elle pourrait prendre la forme d'un troisième document diplomatique, après celui de Luxembourg (octobre 1970) et de Copenhague (juillet 1973) constituent la "charte" sur laquelle se fonde la coopération politique.

Chacun comprend qu'il ne s'agit pas d'un changement copernicain, mais de modestes aménagements de nature pragmatique aux pratiques existantes, qui ne changent rien à la nature intergouvernementale de la coopération politique, et ne proposent pas de nouveaux objectifs dont notamment celui d'une politique extérieure commune.

Cette politique "des petits pas" peut néanmoins être utile à la cause européenne, disons-le en toute sincérité, mais à deux conditions. La première est que les petits pas aillent toujours dans la bonne direction et qu'il n'y ait pas entre l'un et l'autre de si longues intervalles de temps (le premier rapport, dit Rapport Davignon, a maintenant onze ans !). La deuxième est que l'on ait présent à l'esprit à chaque moment qu'il ne s'agit que de pis aller et qu'il faut saisir toute occasion favorable pour faire le grand bond en avant qui est nécessaire.

Le danger de solutions comme celle dont nous parlons est qu'elles peuvent laisser croire à l'opinion que des grands progrès sont réalisés, et agir ainsi comme un "soporifique". Même les Parlementaires peuvent être trompés et s'estimer satisfaits. Ils sont, par leur nature, sensibles à ce type de procédés car ils savent qu'il existe dans l'opinion une tendance à la facilité, c'est-à-dire à juger l'existence et l'efficacité de l'Europe sur la base des actions verbales qu'elle envisage ou qu'elle promet d'accomplir dans le domaine de la politique internationale, celle qui est la plus facilement discutée au "café du commerce". En d'autres termes, l'opinion "réclame" que l'Europe fasse entendre sa voix, et si possible détermine l'évolution des événements, que ce soit dans le conflit israélo-palestinien, ou pour remettre à sa place l'insolent colonel Kadhafi, ou pour pacifier la Namibie, ou pour protéger la Pologne, ou encore pour empêcher les superpuissances d'entraîner l'Europe dans une apocalypse nucléaire. On pourrait donner plusieurs autres exemples, d'ailleurs contradictoires les uns avec les autres. Seulement que, à un moment donné, on s'aperçoit que, étant donné sa nature actuelle, l'Europe, déjà si lente lorsqu'elle doit atteindre une position commune non équivoque, n'est généralement pas en mesure de la faire accepter. Tout au plus, on rend hommage à sa sagesse du bout des lèvres. C'est alors la déception et les imprécations sur l'impossibilité de construire une Europe crédible.

Il ne faut donc pas encourager les faux semblants. Les objectifs les plus ambitieux doivent être maintenus, mais leur importance exige que l'on mette en oeuvre des moyens adéquats. C'est cela qu'il faut expliquer, patiemment, à l'opinion. Il faut lui expliquer que l'Europe pourra jouer un rôle à elle le jour où elle aura atteint la cohérence institutionnelle et des politiques communautaires qui en feront une entité politique dans le sens le plus complet au mot.

Nous avons insisté plusieurs fois sur ce thème et il nous a été très agréable d'apprendre que le No 1 du Parlement Européen, c'est-à-dire le président Mme Veil a mis en garde ses collègues contre toute fuite en avant en leur rappelant que "la coopération politique n'aurait plus aucune crédibilité si elle n'était pas fondée sur une communauté économique forte" (J.P. de hier, p.4). Il faut insister sur ce thème, et nous y insisterons. D'autant plus que l'on parle toujours plus fréquemment d'une "nouvelle relance" de l'Europe. Souvenez-vous de début mai 1981. Le correspondant de Bonn d'un journal français indiquait à l'époque qu'à Bonn on attendait avec impatience la réélection de M. Giscard d'Estaing, en vue notamment d'une relance de l'Europe qui se serait faite en accord avec Londres et sur la trace du "signal de Stuttgart" contenu dans le plaidoyer pour l'Union Européenne lancé par M. Genscher. Celui-ci a maintenant récidivé. Quant à M. Mitterrand, qui se rend à Londres jeudi, il a promis de parler de cette relance le 24 septembre. Les choses

bougent. Mais dans quel sens ?

Emanuele Gazzo